

Le sénateur Flynn: Sauf erreur, le nouveau Règlement de l'autre endroit n'a rien changé au mécanisme de la prorogation, de sorte que le Parlement pourrait très bien revenir le 17 janvier, quitte à s'ajourner à la date ultérieure fixée pour le début de la nouvelle session. Le Parlement pourrait bien en revenir le 17 janvier que pour être prorogé.

Le sénateur Olson: C'est possible, mais, selon moi, c'est peu probable. Si le Parlement est rappelé, quelle qu'en soit la raison annoncée, la prorogation pourrait avoir lieu le 17 ou le 18 janvier. Cependant, je pense que ce qui va vraisemblablement se produire, c'est que la nouvelle session débutera immédiatement ou le lendemain.

L'honorable George J. McIlraith: Le leader du gouvernement au Sénat accepterait-il de répondre à une question qui découle de ses observations?

Le sénateur Olson: Certainement.

Le sénateur McIlraith: D'après la discussion, il est évident que la réforme du Règlement de la Chambre nous intéresse beaucoup pour l'organisation des travaux du Sénat. Envisagerait-il de faire réunir ces changements sous une forme ou sous une autre et de faire distribuer le document à tous les sénateurs?

Le sénateur Olson: Oui, je lui promets. Je me demande toutefois si ces changements ne figurent pas au hansard de la Chambre où ils sont faciles à trouver, sinon, j'essayerai de les obtenir.

L'honorable G. I. Smith: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au leader du gouvernement, peut-être uniquement parce que je ne l'ai pas bien entendu. Quand il parlait de siéger les lundi 13 et 20 décembre je n'ai pas remarqué s'il pensait siéger le soir ou l'après-midi; je voudrais qu'il le précise.

Le sénateur Olson: Je ne pense pas avoir dit cela.

Le sénateur Frith: Moi si, j'ai parlé du soir.

Le sénateur Olson: Le leader adjoint prétend, avoir déclaré que l'on siégerait le soir, ce qui serait acceptable. Par contre, je suppose que, compte tenu du travail qu'auront les comités à cause du nombre de projets de loi à étudier, nous pourrions envisager de tenir des réunions de comités le lundi après-midi, avant le début de la séance du Sénat.

ciées et où l'on retirera de la production la machine n° 7, qui compte parmi les plus efficaces. Étant donné que la Bowater s'est toujours comportée en bon citoyen,—elle compte cinq ou six usines en Europe et d'autres aux États-Unis et au Canada—le leader du gouvernement peut-il nous dire si les autorités sont au courant de la situation et si elles ont pris des dispositions quelconques par suite de cette annonce des plus inquiétantes?

● (1425)

L'honorable H. A. Olson (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, oui, le gouvernement est effectivement au courant de la situation, car, tout comme moi, le sénateur sait que cette affaire a fait l'objet d'une grande publicité et, en fait, que les journalistes ont tenté de l'analyser à fond.

Je ne puis affirmer que le gouvernement en a été notifié officiellement, mais je tâcherai de me renseigner. Je demanderai également au ministre compétent de répondre aux parties de la question qui le concernent.

Le sénateur Marshall: Honorables sénateurs, à titre de question supplémentaire, je voudrais faire remarquer que la situation à l'usine de pâtes et papiers Bowater est peut-être plus grave qu'on ne le pense car il y a aussi l'usine de l'Abitibi Price qui est presque aussi grande que celle de Bowater. Et à environ 50 milles plus loin, il y a celle de Stephenville. Donc le problème est très grave compte tenu du nombre de personnes que cette industrie emploie et des retombées de cette dernière. Quand on songe par exemple à l'importance des usines Chrysler pour la ville de Windsor en Ontario, de Massey-Ferguson pour celle de Brantford, toujours en Ontario, de la société de Havilland pour la ville de Toronto et de Canadair pour Montréal, et à toutes les mesures que le gouvernement prend pour les aider, la situation de Bowater pourrait être considérée comme très grave et devrait justifier une aide du même genre. Le leader du gouvernement accepterait-il de prendre note de cette question en la considérant comme très urgente, et pourrait-il voir s'il n'y a pas quelque chose à faire dans l'immédiat, par exemple communiquer avec les dirigeants de l'usine Bowater ou demander au ministre chargé du développement économique d'intervenir avant que la situation ne se dégrade davantage?

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, sans entrer dans les détails, car je ne peux rien décider pour l'instant au nom du gouvernement, je tiens à signaler que le gouvernement sait combien ces usines sont importantes pour l'économie des localités concernées, étant donné que ces compagnies emploient énormément de gens.

Le sénateur Marshall: Honorables sénateurs, j'ai une dernière question supplémentaire. Je voudrais aller plus loin que la situation qui existe à Terre-Neuve et aborder le problème global de l'industrie des pâtes et papiers et aussi de l'industrie forestière dans l'ensemble du Canada, industries qui sont des éléments essentiels de notre économie. Le leader du gouvernement obtiendrait-il du ministre un bref résumé des perspectives d'avenir immédiates, à court terme et à long terme de cette industrie, surtout pour Terre-Neuve, où beaucoup d'emplois disparaîtront, ce qui portera un dur coup à l'économie de la province?

PÉRIODE DES QUESTIONS

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

TERRE-NEUVE—CORNER BROOK—L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE L'USINE DE PÂTES ET PAPIERS BOWATER

L'honorable Jack Marshall: Honorables sénateurs, je voudrais interroger le leader du gouvernement au Sénat au sujet d'une situation fort triste. Une autre localité et une autre entreprise sont sur le point de s'effondrer. Il s'agit de la fermeture projetée de l'usine de pâtes et papiers Bowater de Corner Brook, à Terre-Neuve, où 746 personnes seront licen-

[Le sénateur Olson.]